



Sortir de la crise dans la solidarité

La crise du coronavirus a modifié l'économie et la société en profondeur et a brutalement mis en lumière les inégalités. Pour le PS, la situation est claire : la sortie de la crise ne peut se faire que dans la solidarité. Nous voulons une société pour toutes et tous, sans privilèges. Nous accordons de l'attention à tout le monde et nous nous serons les coudes. Nous devons continuer de protéger ensemble les personnes retraitées et les malades contre la menace du virus. La solidarité, c'est aussi soutenir les personnes qui souffrent le plus de la crise du point de vue économique : les gens qui travaillent sur appel ou qui sont rémunérés à l'heure ; les travailleurs/euses indépendant-e-s ayant des revenus irréguliers ; l'activité économique locale.

La crise nous le montre : les personnes qui font vivre notre société sont celles qui travaillent dans des secteurs tels que la logistique et les transports, la santé, le travail social, le nettoyage, la prise en charge des enfants, le commerce de détail ou la sécurité. Elles méritent plus de respect, des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. « Solidarité » signifie aussi engagement en faveur de l'égalité de toutes et tous, car bon nombre des employé-e-s exerçant une activité d'importance systémique sont des femmes ou des migrant-e-s. Les personnes sans papiers qui vivent et travaillent ici sont également particulièrement menacées et méritent notre soutien.

En termes financiers, les coûts de la pandémie doivent être répartis de manière équitable. Les gens très aisés peuvent et doivent assumer davantage. Les personnes qui ont un salaire très élevé, une fortune gigantesque ou d'énormes bénéfices d'entreprise peuvent et doivent apporter une plus grande contribution. La crise montre que nous sommes toutes et tous tributaires d'un service public fort, financé par des fonds publics. Ce qu'il faut maintenant, ce ne sont pas des mesures de démantèlement, mais des investissements substantiels dans la formation, les soins et la prise en charge.

La pandémie de coronavirus l'a prouvé : notre société est forte lorsque nous faisons preuve de solidarité. La solidarité est LE moyen de sortir de la crise. Elle doit également être coordonnée à l'échelle internationale. Parce que les États les plus faibles dépendent plus que jamais de notre soutien, tout comme les groupes de personnes qui n'ont pas ou que peu de protection – réfugié-e-s, personnes déplacées, pauvres, personnes âgées et malades. La Suisse doit contribuer à ce que les mesures actuelles et futures (de l'aide d'urgence à la distribution de vaccins) bénéficient à tous les pays de manière égale.

Les revendications du PS Suisse

Le PS exige des mesures concrètes pour surmonter la crise dans un esprit de solidarité. Dans ce contexte, la santé mentale et physique de la population doit toujours être une priorité. Notre objectif est de sauver des vies, de protéger des emplois et de façonner un avenir meilleur.

- Il faut pouvoir respecter les mesures de protection de la santé sur tous les lieux de travail. Toute personne faisant partie d'un groupe à risque ou devant protéger des parents appartenant à des groupes à risque doit pouvoir rester chez elle et être payée via les fonds de l'allocation pour perte de gain (APG).
- Le pouvoir d'achat soutient l'économie. Les rentes doivent être maintenues et les salaires doivent continuer d'être versés. Toute personne gagnant moins que le salaire médian (CHF 6500.-, montant brut à raison d'un taux d'activité de 100 %) ne devrait pas, en cas de chômage partiel, recevoir 80 % de son salaire, mais 100 % de celui-ci. Lorsque le chômage partiel n'est pas possible, c'est l'allocation pour perte de gain (APG) qui doit être versée.
- Les primes d'assurance-maladie représentent une lourde charge pour de nombreux ménages dans notre pays. Le PS demande que les primes d'assurance-maladie soient gelées au niveau de 2020. La campagne de votation sur l'initiative populaire du PS exigeant qu'aucun ménage ne dépense plus de 10 % de son revenu disponible en primes d'assurance-maladie est imminente.
- La crise met à rude épreuve le système de sécurité sociale et révèle ses lacunes. Afin de pouvoir enfin couvrir les pertes de revenu de manière uniforme, systématique et complète, le PS exige l'introduction d'une assurance perte de gain générale.
- L'allocation pour perte de gain (APG) doit aussi compenser les pertes de revenu des travailleuses et travailleurs indépendant-e-s. Les prêts sans intérêts sont importants pour les petites et microentreprises. Ils évitent les faillites et sauvent des emplois. Le PS exige qu'après la crise, de tels prêts puissent, sur demande, être convertis en contributions à fonds perdu. Dans le cas contraire, il existe un risque d'endettement généralisé, qui ralentirait encore davantage la reprise économique.
- Pour de nombreuses entreprises, ce sont les loyers qui représentent une charge importante. Le PS exige du Conseil fédéral des prescriptions concrètes qui dispensent les commerçant-e-s de l'obligation de payer un loyer pour les mois à venir. Les propriétaires immobiliers doivent eux aussi nous aider à surmonter la crise en apportant leur contribution.
- Le tourisme, la culture et les loisirs font partie des secteurs particulièrement touchés. Il faut des prêts sans intérêts pour le tourisme durable, des aides à l'investissement et, notamment pour les petites entreprises, des contributions à fonds perdu. Le PS demande que tous les résident-e-s de Suisse reçoivent un bon

d'une valeur de CHF 200. –, qui pourra être utilisé sur le territoire national pour les vacances, la restauration et la nourriture, les loisirs et la culture.

- La crise du coronavirus a montré avec force l'importance du secteur dit des soins (travail de *care*). Le système des soins de santé, le système social, la formation et la prise en charge sont vitaux pour nous toutes et tous. Tous ces domaines sont ceux où les femmes sont largement présentes. Le PS demande que le service public soit élargi dans ces domaines. Il convient d'éviter toute nouvelle privatisation et libéralisation. Le droit à la prise en charge des enfants doit être inscrit dans la Constitution fédérale, tout comme le droit à la scolarisation. Outre les femmes, les personnes âgées jouent également un rôle important dans le domaine des soins, par exemple en s'occupant de leur conjoint-e, de leurs petits-enfants ou d'autres membres de leur famille. Toutes les personnes qui travaillent dans le secteur des soins, qu'elles soient rémunérées ou non, doivent être davantage reconnues.
- Il faut instaurer de meilleures conditions de travail, plus de respect et des salaires équitables pour les personnes exerçant des professions d'importance systémique. Car ces personnes sont souvent mal payées et ne sont guère considérées. Cela doit changer. Le PS appelle tous les employeurs du secteur des soins à récompenser en conséquence le travail plein de dévouement de leurs employé-e-s.
- Dans la reconstruction post-crise, la reconversion écologique occupe le centre des préoccupations. Le PS appelle à des investissements massifs dans la mobilité respectueuse du climat, dans l'assainissement des bâtiments et dans la promotion des énergies renouvelables. Ces investissements sont nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris en matière de CO₂. Ils créent en outre de nombreux emplois.
- La crise du coronavirus est également une période de numérisation accélérée – voire forcée – d'autres domaines de la vie et de l'économie. La crise a révélé et exacerbé les problèmes à cet égard, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Il a été démontré que les administrations publiques ne disposent pas encore du savoir-faire et des ressources suffisantes pour fournir les offres et les services nécessaires. L'investissement dans la formation et la formation continue est nécessaire pour couvrir non seulement les coûts de la formation, mais aussi les coûts du niveau de vie. Telle est la seule façon d'éviter un chômage supplémentaire après la crise et pour être bien préparé à affronter la prochaine crise.
- Les faiblesses de l'infrastructure numérique sont elles aussi apparues au grand jour. D'une part, cela s'applique aux capacités disponibles, mais aussi à l'approche parfois prudente des défis actuels. Dans de nombreux domaines - par exemple dans le secteur scolaire - il y a eu une véritable prolifération d'offres différentes, souvent privées. De nombreux utilisateurs n'ont pas eu de solution indépendante, en raison de l'absence de solutions uniformes du secteur public. Même si la communication numérique n'est pas la mesure de toutes choses dans tous les domaines. En particulier dans le domaine scolaire, l'enseignement à domicile menace tôt ou

tard l'égalité des chances, car les conditions ne sont pas les mêmes pour toutes et tous.

- Le respect de la vie privée, le caractère volontaire et la protection des données doivent être garantis malgré l'utilité du *contact tracing*. Quiconque se met en quarantaine volontaire a besoin d'une garantie de revenu. La numérisation ne doit ni cimenter les inégalités ni en créer de nouvelles.
- Le financement de la crise du coronavirus doit être solidaire. Le PS ne tolérera pas que la crise du coronavirus débouche sur des programmes d'austérité et de démantèlement aux niveaux fédéral et cantonal – un démantèlement qui forcerait les personnes disposant de peu d'argent et les classes moyennes à supporter les coûts de la crise. Les investissements étatiques dans la gestion de la crise du coronavirus sont justes et importants, et la Suisse peut se les permettre. Sur le plan financier, la Confédération repose sur une assise financière solide et la Banque nationale réalise chaque année des bénéfices records. Il n'y a pas non plus de raison de rembourser rapidement la dette, notamment au vu des faibles taux d'intérêt.
- Le financement supplémentaire nécessaire pour lutter contre la crise doit être en adéquation avec les performances économiques : le taux de l'impôt fédéral direct pour les revenus imposables supérieurs à CHF 300 000.– doit être augmenté clairement. Les entreprises doivent payer un impôt de solidarité supplémentaire de 5 %. Les dividendes doivent être imposables dans leur intégralité et un impôt sur les successions doit être perçu sur les héritages de plus de 10 millions de francs suisses. Un impôt de solidarité doit être prélevé sur les fortunes dépassant 500 millions de francs suisses. Le PS Suisse soutient également l'initiative 99% de la JS Suisse.